

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Bolivie-demande-aux-Etats-Unis-l-extradition-de-Manfred-Reyes-Villa>

La Bolivie demande aux Etats-Unis l'extradition de Manfred Reyes Villa.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : jeudi 14 janvier 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ex-préfet et ex candidat présidentiel Manfred Reyes Villa a parlé hier depuis Miami. Il a 19 dénonciations pour malversation d'au moins 12,5 millions de dollars durant sa gestion à la tête du département de Cochabamba. Il allègue être persécuté.

Par Sebastián Ochoa [Página/12](#). La Paz, le 14 janvier 2009.

[Leer en español](#)

« Morales a dit de moi : je le veux en prison comme il se doit », a dit l'ex-candidat présidentiel Manfred Reyes Villa depuis Miami où il accuse le gouvernement de la Bolivie de "persécution politique". Dans ce pays, l'ex-préfet de Cochabamba a 19 dénonciations pour malversation d'au moins 12,5 millions de dollars durant sa gestion à la tête de ce département. Au Palais Quemado on a assuré que le président n'a jamais ordonné de poursuivre Reyes Villa et on a précisé que les trois mandats d'arrêt ont été émis contre lui par la Justice. Ils ont aussi exigé au président des États-Unis, Barack Obama, la remise du fugitif à Interpol. Et ont demandé à la Cour Suprême de Justice qu'elle sollicite l'extradition de l'ex-candidat, comme elle l'a fait avec l'ex-président Gonzalo Sanchez de Lozada, avec statut social de "réfugié" aux Etats-Unis. pour le meurtre de 65 personnes.

« Lamentablement, j'ai dû quitter la Bolivie parce que, plus qu'avoir un cas judiciaire en cours, je suis victime d'une persécution politique », a dit Reyes Villa au journal El Nuevo Herald de Miami. Ainsi a prit fin un mois de spéculations à l'endroit de l'ex-capitaine. Dans ce laps de temps, Morales a indiqué que l'ex candidat arrivé deuxième dans les élections présidentielles du 6 décembre dernier était déjà aux États-Unis. Dans son parti, Plan Progrès Bolivie - convergence Nationale (PPB-CN) on a réitéré que le leader se trouvait en Bolivie. Devant l'évidence du fait qu'il était parti, ses porte-parole ont soutenu qu'il se trouvait "à l'abri" et ont défié le Ministère de Gouvernement pour qu'il le trouve.

« A l'abri signifiait Miami », a élucidé hier le ministre de la défense, Walter San Miguel, qui a transmis le sentiment officiel pour la confirmation que Reyes Villa n'est pas dans le pays. « La première chose qui saute aux yeux est une confession directe de Reyes Villa par rapport à son attitude délictueuse après avoir fui la Justice bolivienne (...) ». (...)

En novembre passé, en pleine campagne présidentielle, il a été ordonné la détention de l'ex-préfet parce qu'on supposait qu'il pouvait abandonner le pays, comme il l'a finalement fait. Pour son absence, le Ministère public de Cochabamba a émis trois mandats d'arrêt à son encontre. (...)

« Nous avons un monarque qui veut être le maître de la vie des boliviens et qui suit les desseins de (Hugo) Chávez et de Cuba », a dit Reyes Villa à Nuevo Herald. Aux Etats-Unis, il rejoint la liste des ex-fonctionnaires publics boliviens poursuivis par la Justice, comme Sanchez de Lozada et Carlos Sanchez Berzaín, son ministre durant le massacre d'octobre 2003.

« Nous exhortons le gouvernement d'Obama à ce qu'il cesse de recevoir ces gens et les mette à la disposition d'Interpol. Mais si cela ne se fait pas, doit avoir lieu ce processus judiciaire d'extradition, comme cela a été fait dans les cas de Sanchez de Lozada et de Sanchez Berzaín. « A l'ambassade des Etats-Unis on a informé qu'ils n'ont pas encore reçu de *communication officielle* du gouvernement bolivien pour connaître dans quelle situation réside Reyes Villa dans ce pays. Le gouvernement n'exclut pas le fait que la formalité de le déclarer « réfugié », comme pour les fonctionnaires impliqués dans le massacre de la Guerre du Gaz.

La Bolivie demande aux Etats-Unis l'extradition de Manfred Reyes Villa.

Traduit par : <http://amerikenlutte.free.fr>